

**DEBAT DE POLITIQUE DEPARTEMENTALE**

**Intervention de Hubert WULFRANC**

Monsieur le Président, chers collègues,

Les Départements sont clairement en danger, menacés d'asphyxie par un gouvernement dont les membres dénonçaient avant 2012 exactement ce que vous dénoncez aujourd'hui : le désengagement de l'Etat.

Coupable d'un côté de diminuer ses dotations, comme la part de prise en charge des allocations de solidarité dont il fixe par ailleurs le montant, et de l'autre par des transferts de compétences pas ou peu compensées auprès de notre institution.

C'est le double effet cisaille.

Le dernier transfert en date sur une longue liste étant la maintenance informatique des réseaux administratifs des collèges.

Sur cette partition des mauvais coups infligés aux départements et aux communes, la modification arbitraire de la répartition de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) qui a remplacé la Taxe professionnelle, ce qui fut à l'époque le premier hold-up organisé par la Droite libérale alors au pouvoir sur le financement des collectivités locales, cette CVAE donc, voit désormais son produit abonder le budget des régions au détriment des communes et des départements qui en percevaient respectivement 26,5 et 48,5 %.

Désormais les départements voient cette source de financement majeur divisée par deux dans une proportion sans commune mesure avec les compétences départementales reprises par les régions.

Le Ministre Baylet estime que les collectivités locales ont retrouvé ainsi un bol d'oxygène, il ne manque pas d'air. Nous oui.

Et le carnage continue au détriment de nos missions, des moyens indispensables pour satisfaire les besoins de nos administrés. Besoins soit dit en passant, en augmentation dans le secteur social, première compétence des départements.

Les richesses augmentent, la pauvreté, la précarité, le chômage aussi. Bercy voit se succéder les ministres libéraux, les difficultés s'accroissent pour l'immense majorité des foyers et leurs collectivités locales.

L'argent quant à lui est parti ailleurs... Jamais les détenteurs de capitaux n'auront vu leur patrimoine et rémunération grossir si rapidement, sponsorisés en partie par de l'argent public, eux qui pourtant sont à l'origine de la crise de 2008 dont les peuples payent chaque jour la facture.

Alors oui, les Départements sont en danger, ils gèrent tant bien que mal la pénurie et cela justifie pleinement que tout le monde se bouge avant qu'il ne soit trop tard.

C'était le sens de notre présence le 15 septembre dernier à votre appel, Monsieur le Président, pour la mobilisation générale des élus de la Seine-Maritime et des citoyens en faveur de leur département.

Et qu'il y ait ou non des arrière-pensées dans cette démarche, excuse trouvée par un certain nombre de nos collègues pour ne pas se joindre à nous, nous importe peu. L'intérêt général doit primer sur les considérations partisans et les prises de position ne sauraient être à géométrie variable selon que l'on soutienne ou que l'on s'oppose à un gouvernement ou à une majorité.

Comment voulez-vous que la parole publique retrouve du crédit aux yeux des gens si elle change au gré du vent ?

Notre collègue Denis Merville aura vu avec un peu trop d'empressement dans cet élan et dans ce rassemblement la réunion de tous ceux qui souhaitent l'alternance politique, car ce n'est pas une alternance que nous attendons pour notre part, c'est une alternative au modèle économique libéral et à ses ravages.

Ceux qui dénonçaient hier le désengagement de l'Etat en étant prêt à l'attaquer en justice pour lui réclamer ce qu'il nous devait et en plaçant des compteurs pour calculer sa dette envers les seinomarins sont sur le retrait aujourd'hui.

Et ceux qui justifiaient ce désengagement sont entrés depuis 2012 en rébellion. Nous vous attendons au tournant en milieu d'année prochaine si d'aventures la Droite revenait au pouvoir. Nous saurons alors vous rappeler ce que nous rappelons ici.

Car sur une échelle variant de 70 à 100.000 milliards d'économie sur la fonction publique et les collectivités, les candidats à la Primaire de la Droite rivalisent d'annonces qui vont toutes dans le même sens, encouragés, décomplexés par les politiques conduites par le gouvernement actuel.

*(Puis exemple précis de certains candidats : Fillon, Sarkozy, Juppé, tirés du Figaro après avoir appelé à chaque fois les élus qui soutiennent chacun d'eux à lever la main).*

Tout ce mouvement annonce clairement de nouveaux désengagements de l'Etat et des nouvelles régressions des politiques publiques.

Pour notre part, à défaut d'être encore majoritaires, nous restons constants. Ce qui était un mal hier l'est toujours aujourd'hui et le sera demain. Et ce poison à un nom : l'austérité.

Mais à force de refuser de s'attaquer au vrai problème, celui de la mauvaise répartition des richesses, de cette confiscation de l'économie par une caste de nantis, et ce détournement d'argent public, ceux qui hier comme aujourd'hui sont

responsables de la situation dans laquelle se trouve notre pays finissent par se retrouver piégés dans leurs contradictions.

Aucun programme électoral en démocratie, à commencer par celui sur lequel cette majorité départementale a été élue, ne peut survivre à un effondrement constant des moyens publics.

De là naissent les engagements non tenus et se creuse le fossé entre les élus et la population. Les populismes sont de retour capitalisant la colère et les sentiments d'injustice face à un pouvoir politique incapable d'agir sur le cours des choses et de résoudre les difficultés qui percutent la société.

Vous vous êtes ainsi enfermés dans un simple jeu de rôles, porteurs les uns comme les autres d'une impuissance qui désormais appelle clairement d'autres solutions.